L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 14 AVRIL 1870. 43me Année.—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI MATIN, 14 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails voir aux annonces.

Voorsanger & Co., à leur salle d'encan, 62 et 64 rue de la Bourse, grande vente de marchandises sèches, 400 lots barriques levés, monsacoines, sacoches, etc., une facture chaises d'oreille noire, et 60 caisses chapeaux de dame.

J. Beaumont, à sa salle d'encan, vente spéciale de cuirs, couteaux de table et rasoirs.

E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan.

C. Vieille-Levée :—50 caisses de chapeaux hommes et garçons ; 100 caisses bottes, souliers, brodequins et demi-bottes et souliers.

D. J. Murphy, au No 67 de la rue des Magasins, vente de sacs et pièces.

H. J. Montgomery, aux vastes fournies 213 et 215 rue Gravier, beaux chevaux de selle et de bât, mulets, bœufs, harnais, &c. Et à la salle d'encan de l'encanteur, rue du Camp, un assortiment général de meubles.

H. Ilsen, aux ci-devant de T. Ilsen, rue du Canal, chevaux de selle et de charrois, mulets, bœufs, harnais, &c.

C. Valeton, à son magasin d'encan au passage Canal de Conseil-ès.

Thomas Sterns & Bro., à leur salle d'encan, rue de Chartres, diamants, bagues solitaires, épingles de cravates, boucles d'oreilles, montres, pistolets, argenterie, etc.

C. Hoffman, Marx & Co., au No 48 de la rue de Chartres, habillements faits de saison, lingerie, boucles avariées.

THÉATRES.

Aujourd'hui, Jeudi.

CHARLES.—Black Crook.

CLUB.—Trobillon flown on Under two Flags.

La nouvelle Constitution Française.

Nous avons enfin le texte d'un nouveau projet de Constitution présenté au Sénat par la commission de sénateurs-consulte par le ministre Ollivier, et qui va être soumis à la ratification du Corps électoral, du terrain sous forme de plébiscite. C'est dans la séance du 28 mars que M. Emile Ollivier a lu devant le Corps législatif et le Sénat réunis en séance générale le message impérial qui nous gouverne depuis cette époque à peu près inutile.

Il s'agit à dire que la plus grande gloire d'un homme pouvant acquérir, c'est d'avoir rendu le pouvoir, de donner la liberté à ses siens, ou tout au moins encore quelque chose à partager avec Napoléon III et le prince Napoléon assistant à la séance.

Voici le texte du sénatus-consulte :

Art. 1er.—Le Sénat partage le pouvoir législatif avec l'Empereur et le Corps législatif. Il a l'initiative des lois ; mais toute loi d'intérêt local doit être d'abord portée par le Corps législatif.

Le nombre des sénateurs peut varier jusqu'au deux tiers de celui des membres du Corps législatif, tout compris.

Le prince ne peut nommer plus de quarante par an.

Le pouvoir constituant appartient au Sénat.

Les dispositions annexées aux présentes sénatus-consulte, et qui sont comprises de l'article 31 à l'article 61 inclusivement, ont force de loi.

Le Code pénal ne peut être modifié que par le projet de loi.

Sont abrogées le paragraphe 2 de l'article 5, l'article 11, le paragraphe 2 de l'article 13 et le paragraphe 2 de l'article 14 de la Constitution du 14 janvier 1852, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent sénatus-consulte, qui sera promulgué suivant le mode établi par la Constitution du 14 janvier 1852.

Les dispositions du sénatus-consulte du 14 janvier 1861 relatives aux ministres sans portefeuille ou chargés d'une mission spéciale auprès de l'Empereur ou de son gouvernement sont abrogées.

Le ministre d'Etat est remplacé par un ministre chargé de l'instruction générale et des cultes, dont le département comprend les attributions du ministre d'Etat relatives à la presse, aux théâtres et aux beaux-arts.

Les ministres n'ont pas entrée au Sénat ; mais ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés par décret impérial.

Le président du Sénat est nommé par l'Empereur pour un an. Il peut être choisi en dehors du Sénat.

Le président du Sénat a le droit de faire des rapports à l'Empereur sur tous les actes qui portent atteinte à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété et de la dette publique, à la liberté de la presse, à la liberté des transactions commerciales, au droit de pétition en matière législative, à la responsabilité du gouvernement et des agents du pouvoir